

Harmonisation de la prise en charge des MNA en Suisse

Quelle mise en œuvre des recommandations
de la CDAS relatives aux mineurs non accompagnés
dans le domaine de l'asile ?



Alliance pour les droits des enfants migrants
Allianz für die Rechte der Migrantkinder
Alleanza per i diritti dei bambini migranti
Alliance for the rights of migrant children

Novembre 2016

Working Report

TABLE DES MATIÈRES

Présentation de l'Alliance pour les droits des enfants migrants (ADEM) - <i>Fouzia Rossier, Responsable plaidoyer, Terre des hommes</i>	3
Allocution d'ouverture - <i>Oliver Geissler, Directeur, Service Social International</i>	5
Recommandations de la CDAS relatives à l'enfance et à la jeunesse - <i>Loranne Mérillat, Responsable du domaine migrations, CDAS</i>	7
Hébergement et prise en charge des MNA dans les centres fédéraux d'enregistrement et de procédure : aujourd'hui et demain - <i>David Keller, Chef de la division centre d'enregistrement et de procédure, Secrétariat d'Etat aux migrations</i>	15
Prise en charge dans les cantons du Tessin et de Berne : exemples de bonnes pratiques - <i>Federico Bettini, Responsable Foyer Insieme, Croix-rouge tessinoise - Daniela Enzler, Centre Bäregg</i>	24
Positionnement sur les recommandations de la CDAS : panel d'organisations internationales et de la société civile - <i>Joachim Stern, UNHCR - Tobias Heiniger, OSAR - Martino Guzzardo, CSAJ - Karin Frei Sawaneh, Save the Children - Thomas Elber, Tipiti - Anna Fadini, Croix-Rouge suisse</i>	33
Restitution des ateliers	48
Atelier 1 : Représentation légale - <i>Lauren Barras</i>	48
Atelier 2 : Hébergement - <i>Federico Bettini</i>	49
Atelier 3 : Focus sur les solutions durables - <i>Patricia Koch et Elodie Antony</i>	50
Atelier 4 : Participation des jeunes - <i>Martino Guzzardo</i>	51
Conclusions et perspectives - <i>Paola Riva Gapany, Directrice et Aline Sermet, Collaboratrice scientifique, IDE</i>	52

PRÉSENTATION DE L'ALLIANCE POUR LES DROITS DES ENFANTS MIGRANTS (ADEM)

Fouzia Rossier, Responsable plaidoyer, Terre des hommes



L'ADEM est une alliance entre :

- L'Institut international des droits de l'enfant (IDE)
- La Fondation suisse du Service Social International (SSI)
- La Fondation Terre des hommes - aide à l'enfance (Tdh)
- L'Office suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)



Nos buts:

- Améliorer la prise en charge et le suivi des enfants migrants dans tous les cantons, en vue de garantir leurs droits et de leur offrir une perspective d'avenir dans leur pays d'origine, en Suisse ou dans un pays tiers.
- Contribuer à la mise en œuvre des recommandations du Comité des droits de l'enfant à l'égard de la Suisse concernant les enfants migrants.



- Intensifier **la collaboration** des organisations et des professionnels actifs dans le domaine
- Favoriser **l'échange et la diffusion** de toute information relative aux enfants migrants en vue d'améliorer leur prise en charge
- Travailler avec détermination et vigilance à **l'amélioration des pratiques** des différents acteurs ainsi qu'à **la mise en œuvre de la législation, de la réglementation, des règles administratives et des procédures relatives aux enfants migrants.**



10 ans de l'ADEM

Comme cadeau:

- L'arrivée d'une petite sœur: l'OSAR
- L'introduction d'un nouveau LOGO
- La mise en ligne de notre nouveau site

<http://www.enfants-migrants.ch/fr/ladem>

Bienvenue tout particulier:

- Aux jeunes migrants
- A la CDSAS/SODK
- Au SEM

ALLOCUTION D'OUVERTURE

Olivier Geissler, Directeur, Service Social International

Mesdames et Messieurs,

Au nom de l'ADEM, je vous souhaite la bienvenue à ce 5^e colloque national de l'Alliance pour les Droits des Enfants Migrants. Nous sommes ravis de vous voir aussi nombreux aujourd'hui. Cela montre à quel point la question de la prise en charge des mineurs non accompagnés est un sujet de préoccupation pour notre société.

Ce colloque s'inscrit évidemment dans un contexte international toujours tendu où les routes migratoires ont connu des changements notables depuis l'année dernière, notamment avec la fermeture de l'axe des Balkans au profit d'une augmentation des arrivées en Italie. Cela a des conséquences directes pour la Suisse qui voit arriver à ses portes un grand nombre de migrants – dont des mineurs - souhaitant entrer dans notre pays ou y effectuer un transit.

Les situations que nous avons pu observer récemment entre Chiasso et Como montrent encore une fois que ces enfants sont souvent malheureusement d'abord considérés comme des migrants - et à ce titre incapables d'exercer leurs droits légitimes et de bénéficier de mesures de protection spéciales en tant que mineurs. Ce traitement va à l'encontre des principes fondamentaux et de toutes les conventions en la matière.

Le cadre de collaboration fixé par Dublin, ne permet donc pas dans son application réelle de garantir le meilleur intérêt de chaque enfant. A cet égard l'ADEM engage la Suisse et les Etats concernés à développer des solutions pragmatiques alternatives pour une meilleure prise en charge et une réunification familiale effectuée dans les meilleurs délais. Certains membres de l'ADEM s'engagent avec leurs collègues italiens pour soutenir ces jeunes afin que les droits de l'enfant ne s'arrêtent pas à la frontière, mais qu'ils puissent être garantis de manière continue entre les systèmes de protection.

Même si les signes montrent un fléchissement du nombre d'arrivées en Suisse cette année, rien ne garantit que celui-ci soit durable au vu de l'instabilité de la situation internationale. Ce contexte nous enjoint donc à continuer les efforts pour adapter et renforcer de manière qualitative les systèmes de prise en charge dans les cantons et les communes.

Les récentes recommandations de la CDAS relatives aux enfants et aux jeunes mineurs non accompagnés dans le cadre de l'asile - qui sont le thème principal de ce colloque - représentent une avancée notable. Elles répondent à quelques-unes des préoccupations exprimées par le Comité des Droits de l'Enfant à l'issue de l'examen du dernier rapport de la Suisse, notamment dans ses recommandations liées à la disparité de traitement pour les MNA entre les différents cantons.

Suite à un exercice de cartographie effectué par le SSI pour l'ADEM, les premières tendances qui en ressortent montrent encore de nombreux manquements dans la prise en charge de ces jeunes. La majorité d'entre eux ont un logement et sont scolarisés mais il manque bon nombre de structures d'accueil de petite taille et de classes d'accueil dans certains cantons. Une carence importante est identifiée au niveau des plans individuels des jeunes et de l'encadrement personnel. Les accompagnateurs ne sont pas assez nombreux pour suivre individuellement ces jeunes ce qui les empêche de prendre confiance et de se réaliser.

D'autre part, le stress occasionné par la crainte d'un futur incertain, ajouté au vécu de situations traumatiques antérieures et d'un manque de prise en charge psychologique contribue au mal-être de certains de ces jeunes et les poussent parfois dans des situations extrêmes. C'est une réalité que l'on ne doit pas ignorer et leur santé psychique doit être donc absolument mieux prise en compte.

Une mobilisation et des bonnes volontés existent et des efforts sont faits dans de nombreux cantons par différents acteurs. Des outils adaptés à la prise en charge de ces enfants ont été développés et des bonnes pratiques sont régulièrement identifiées, mais elles restent des exceptions plutôt que la norme. La Suisse de par sa fonction de gardienne des grandes conventions des droits humains et accueillant le siège du Comité des Droits de l'enfant se doit de faire plus et de faire mieux, car elle en a les moyens.

Devant ces constats, qui peut répondre aux besoins de ces jeunes ? L'Etat bien sûr, les ONGs et les associations également, la famille et les amis du jeune mais aussi la population qui a un rôle à jouer pour faciliter leur intégration dans notre société. Beaucoup de ces jeunes vont rester pour longtemps ou à jamais en Suisse, ils font donc partie de notre destinée commune et à ce titre se doivent de bénéficier de la même attention que nos propres enfants. De par leur culture et leurs talents ils vont contribuer de manière positive au développement de notre pays. A cet effet des systèmes de mentorat doivent être encouragés afin que chaque jeune qui le souhaite puisse bénéficier d'un lien privilégié avec des résidents en Suisse pour le guider et l'orienter dans notre société.

Mesdames et Messieurs les défis sont encore très nombreux et complexes, mais les recommandations de la CDAS et votre présence en nombre ici aujourd'hui représentent des opportunités pour un changement positif et une nouvelle manière de voir et de s'occuper de ces jeunes. Un travail de collaboration est impératif entre nous pour répondre de manière holistique aux besoins de ces jeunes. A cet égard, l'ADEM se réjouit d'accueillir pour ce colloque, les représentants du SEM, de la CDAS, des cantons, des communes, de la société civile et des jeunes.

L'année prochaine, nous fêterons les 20 ans de la ratification de la CDE par la Suisse, c'est une occasion rêvée de montrer les progrès faits dans notre pays pour que les besoins de tout enfant sur notre territoire soient pleinement pris en compte.

Je vous souhaite des débats fructueux et une excellente journée.

RECOMMANDATIONS DE LA CDAS RELATIVES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

Loranne Mérillat, Responsable du domaine migrations, CDAS

SODK – Konferenz der kantonalen
Sozialdirektorinnen und Sozialdirektoren
CDAS – Conférence des directrices et directeurs
cantonaux des affaires sociales
CDOS – Conferenza delle direttrici e dei direttori
cantionali delle opere sociali

Empfehlungen der SODK im Bereich Kinder und Jugendliche

Loranne Mérillat,
Fachbereichsleiterin Migration, SODK

10. November 2016

SODK – Konferenz der kantonalen
Sozialdirektorinnen und Sozialdirektoren
CDAS – Conférence des directrices et directeurs
cantonaux des affaires sociales
CDOS – Conferenza delle direttrici e dei direttori
cantionali delle opere sociali

Überblick

- Wer ist die SODK und was macht sie?
- Wie kam es zu den MNA-Empfehlungen?
- Was ist das Ziel der MNA-Empfehlungen und an wen richten sie sich?
- Um was geht es in den MNA-Empfehlungen?
- Link zu den KJP-Empfehlungen
- Fazit und Ausblick

10.11.2016

SODK

2

Wer ist die SODK?

S O D K – Konferenz der kantonalen
Sozialdirektorinnen und Sozialdirektoren
C D A S – Conférence des directrices et directeurs
cantonaux des affaires sociales
C D O S – Conferenza delle direttrici e dei direttori
cantionali delle opere sociali



10.11.2016 SODK 3

Aufgaben der SODK

S O D K – Konferenz der kantonalen
Sozialdirektorinnen und Sozialdirektoren
C D A S – Conférence des directrices et directeurs
cantonaux des affaires sociales
C D O S – Conferenza delle direttrici e dei direttori
cantionali delle opere sociali

Zwei Hauptaufgaben der SODK:

- Unterstützung, Förderung und Koordination der Zusammenarbeit der Kantone im Bereich der Sozialpolitik
- Vertretung der Interessen der Kantone gegenüber dem Bund

10.11.2016 SODK 4

Aktivitätsfelder der SODK

Sozialpolitik:

- Sozialwerke
- Behindertenpolitik
- Familien und Gesellschaft
- **Kinder und Jugend**
- **Migration:**
 - > **Unterbringung und Betreuung von Personen aus dem Asylbereich**

10.11.2016

SODK

5

MNA-Empfehlungen: Auslöser

- Zunahme Asylgesuche von MNA seit 2014
- Altersunabhängige Zuweisungen des SEM gemäss Asylverteilungsschlüssel seit 2015
- Konsequenz: In vielen Kantonen sind neue Strukturen und Lösungen erforderlich
- Anliegen Kantone: Erarbeitung von gemeinsamen Empfehlungen zur Unterstützung bei der Erarbeitung von eigenen kantonalen Lösungen und Konzepten

10.11.2016

SODK

6

MNA-Empfehlungen: Prozess

- Auftrag Vorstand SODK an Generalsekretariat
- Zusammenarbeit mit Fachpersonen in Kantonen, UNHCR, verschiedenen NGOs
- Einbezug MNA-Charta
- Erarbeitung politisch realistischer Entwurfs
- Vernehmlassung Kantone, Städte, Gemeinden, UNHCR, NGOs
- Genehmigung Plenum SODK 20. Mai 2016

10.11.2016

SODK

7

MNA-Empfehlungen: Ziel und Adressaten

- Gewisse interkantonale Harmonisierung durch Mindeststandards
- Hilfsmittel für Kantone (sowie Gemeinden und weitere Akteure)
- Die Empfehlungen sind für die Kantone nicht verbindlich und sind nicht direkt anwendbar

10.11.2016

SODK

8

S O D K – Konferenz der kantonalen
Sozialdirektorinnen und Sozialdirektoren
C D A S – Conférence des directrices et directeurs
cantonaux des affaires sociales
C D O S – Conferenza delle direttrici e dei direttori
cantionali delle opere sociali

MNA-Empfehlungen: Wichtigste Grundsätze

- MNA sind in erster Linie Kinder und Jugendliche
- Wahrung des übergeordneten Kindesinteresses bei allen Entscheidungen
- Bedürfnissen von MNA Rechnung tragen
- Mitsprache der MNA

10.11.2016

SODK

9

S O D K – Konferenz der kantonalen
Sozialdirektorinnen und Sozialdirektoren
C D A S – Conférence des directrices et directeurs
cantonaux des affaires sociales
C D O S – Conferenza delle direttrici e dei direttori
cantionali delle opere sociali

Mindeststandards

- **Unterbringung**
- **Betreuung**
- **Gesetzliche Vertretung**
- **Schule / Ausbildung**
- **Patenschaften**
- **Bezugspersonen**
- **Übergang zur Volljährigkeit**
- Interkulturelles Dolmetschen und Vermitteln
- Zusammenarbeit beteiligter AkteurInnen
- Unterbringung und Betreuung ausreisepflichtige MNA
- Menschenhandel und weitere Formen von Ausbeutung

10.11.2016

SODK

10

Mindesstandards?

In den Empfehlungen nicht oder nicht im Detail
vorgesehen:

- Asylverfahren
- Wegweisungen
- Familienzusammenführungen
- Schule
- Integration
- Finanzielle Auswirkungen / Ressourcen

10.11.2016

SODK

11

KJP-Empfehlungen: Ziele und Zielgruppe

Empfehlungen für die Weiterentwicklung der
Kinder- und Jugendpolitik in den Kantonen

- Die Lebensbedingungen der Kinder und
Jugendlichen verbessern
- einen fairen und angemessenen Zugang zu den
an sie gerichteten Leistungen gewährleisten
- Für Kinder und Jugendliche von 0 bis 25 Jahren

10.11.2016

SODK

12

KJP-Empfehlungen: Inhalt

- Ziele der Kinder- und Jugendpolitik:
 - Förderung, Partizipation und Schutz
 - Übergeordnetes Kindesinteresse
 - Nichtdiskriminierung
- Verbindliche und klare Regeln sowie Planungsinstrumente
- Empfehlungen zu Qualität, Zugang und Finanzierung der Grundleistungen der Kinder- und Jugendpolitik
- Organisation und Zuständigkeiten der Kantone

10.11.2016

SODK

13

Fazit und Ausblick

- Wichtiger Meilenstein (Minimalstandards)
- Erschwernis: finanzielle Ressourcen
- Evaluation ?
- Voneinander lernen: Austauschgefässe

10.11.2016

SODK

14

SODK – Konferenz der kantonalen
Sozialdirektorinnen und Sozialdirektoren
CDAS – Conférence des directrices et directeurs
cantonaux des affaires sociales
CDOSS – Conferenza delle direttrici e dei direttori
cantionali delle opere sociali

**«Auch unbegleitete minderjährige Kinder und
Jugendliche aus dem Asylbereich sind in erster Linie
minderjährige Kinder und Jugendliche.»**

MNA-Empfehlungen

<http://www.sodk.ch/fachbereiche/migration/unbegleitete-minderjaehrige-mna/>

KJP-Empfehlungen

<http://www.sodk.ch/fachbereiche/kinder-und-jugend/>

10.11.2016

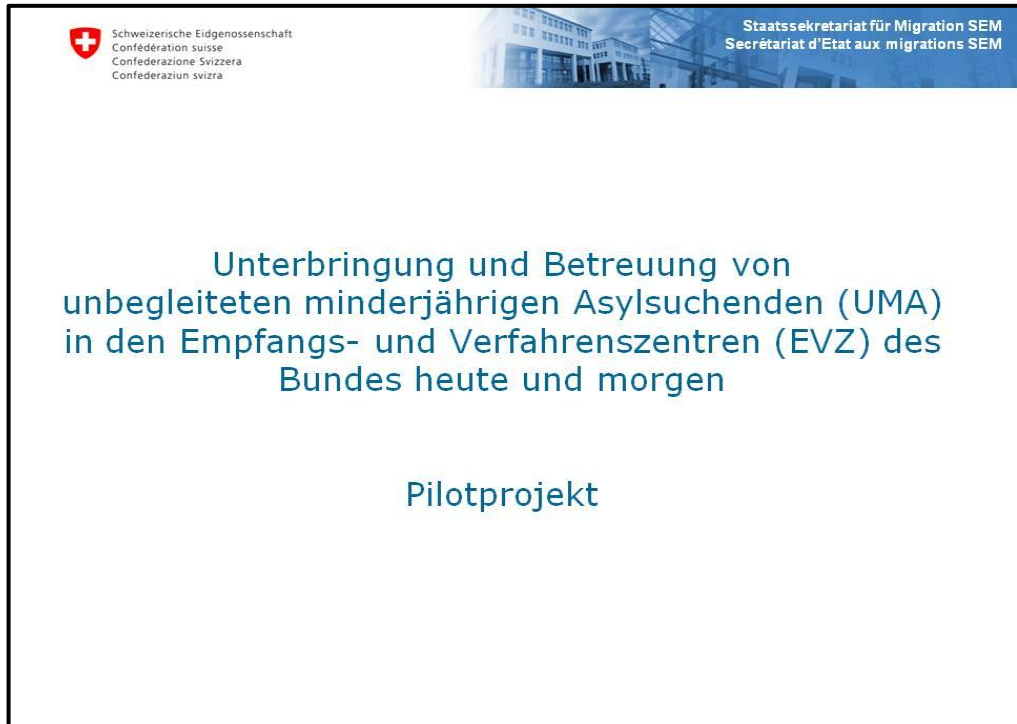
SODK

15

HÉBERGEMENT ET PRISE EN CHARGE DES MNA DANS LES CENTRES FÉDÉRAUX D'ENREGISTREMENT ET DE PROCÉDURE :

AUJOURD'HUI ET DEMAIN

*David Keller, Chef de la division centre d'enregistrement et de procédure,
Secrétariat d'Etat aux migrations*



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Staatssekretariat für Migration SEM
Secrétariat d'Etat aux migrations SEM

Unterbringung und Betreuung von
unbegleiteten minderjährigen Asylsuchenden (UMA)
in den Empfangs- und Verfahrenszentren (EVZ) des
Bundes heute und morgen

Pilotprojekt



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Staatssekretariat für Migration SEM
Secrétariat d'Etat aux migrations SEM

Inhalt

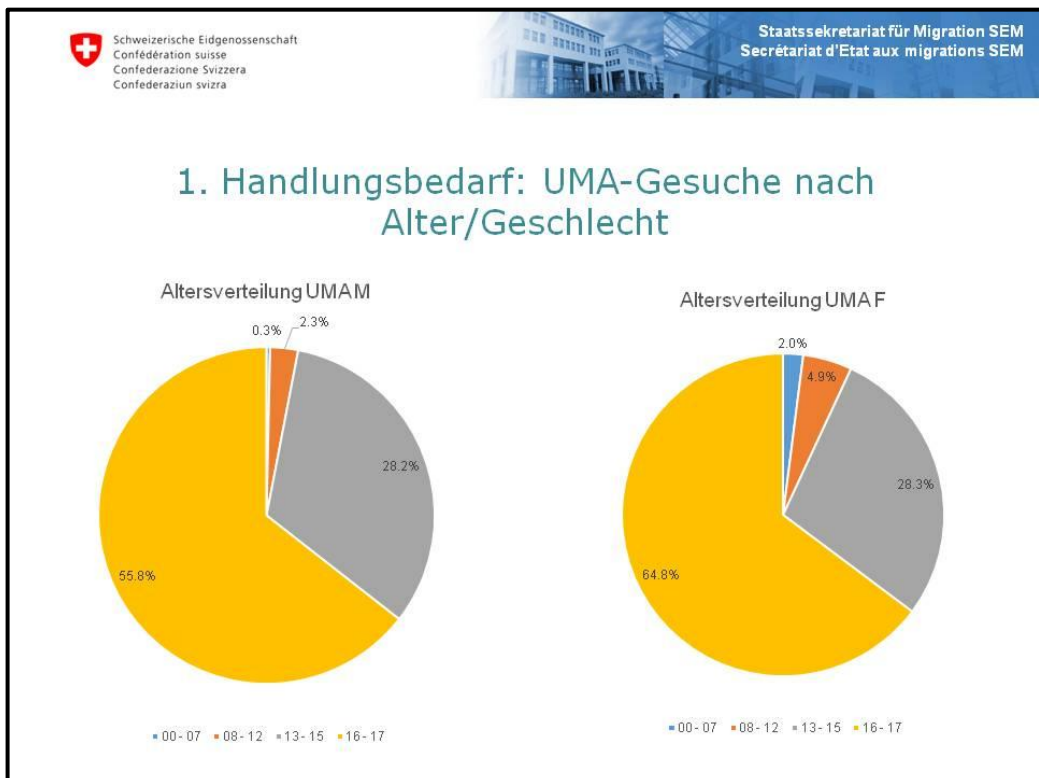
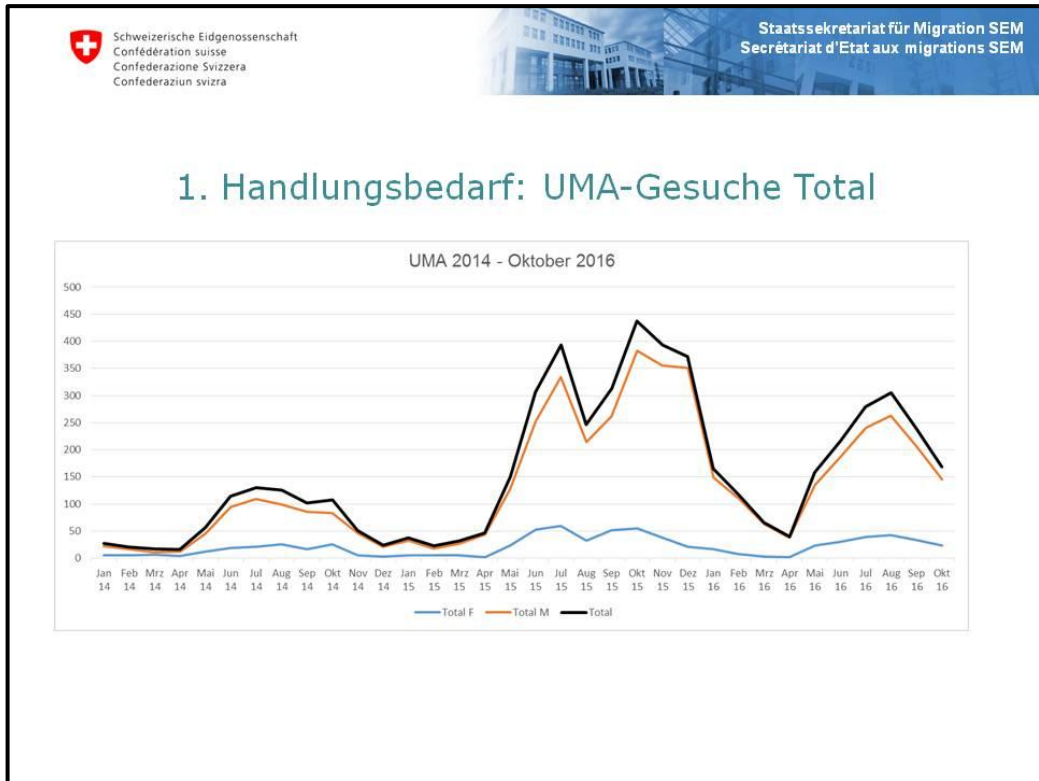
1. Handlungsbedarf
2. Eckpfeiler Pilot
 - a) Zielgruppendefinition
 - b) Personal
 - c) Betreuungsstandards
 - d) Unterbringungsstandards
3. Stand Umsetzung Pilot

1. Handlungsbedarf

- Zunahme der Gesuche
- Neustrukturierung
- UMA-Praktikum Hochschulabsolventin Losone

1. Handlungsbedarf: UMA-Gesuche Total

	2014	2015	2016 (bis Ende Okt)
F	148	349	220
M	644	2399	1535
Total	792	2478	1755





1. Handlungsbedarf

- Neustrukturierung
- UMA-Praktikum Hochschulabsolventin Losone



2. Eckpfeiler Pilot

- Betreuungsangaben im Pilot bilden Arbeitsgrundlagen während Pilotphase und sind keine fixen Vorgaben
- Evaluation Pilot wird Betreuungsbedarf aufzeigen

2. Eckpfeiler Pilot: a) Zielgruppendefinition

- **Unbegleitete Minderjährige Asylsuchende**
 - Grundsätzliche Zuständigkeit EVZ: Alter 12 – 17
 - < 12: KESB
 - Altersspezifisches Angebot betr. Betreuung und Unterbringung
- Mädchen und Jungen

2. Eckpfeiler Pilot: b) Personal

- Mindestens 2 Fachpersonen pro EVZ (Sozialpädagogen)
- Zusätzliches Standardpersonal (ORS/AOZ) bei Bedarf

2. Eckpfeiler Pilot: Betreuungs- und Unterbringungsstandards

Unterscheidung der Betreuungs- und
Unterbringungsangebots nach folgenden Zielgruppen:

- Alle Minderjährigen (begleitet und unbegleitet)
- UMA im Alter von 15 – 17
- UMA im Alter von 12 – 14

c) Betreuungsstandards für alle Minderjährigen (1)

Standardangebot in den EVZ:

- Volksschule (UNOS)
- Sprachunterricht in der jeweiligen nationalen Sprache (bisher)
- Spiel/Sport/Basteln (bisher)



c) Betreuungsstandards für UMA 15 – 17 (2)

- **Bezugsperson:**
 - 1 Bezugsperson/ pro x UMA
 - regelmässige Gespräche: 1 x pro Woche
- **Tagesstruktur:**
 - Mind. x h/Tag geführt
 - 7.00 – 22.00/7 Tage betreut
 - Nachtbetreuung: Sicherheitspersonal



c) Betreuungsstandards für UMA 12 – 14 (3)

- **Bezugsperson:**
 - 1 Bezugsperson/ pro x UMA
 - regelmässige Gespräche: 1 x täglich
- **Tagesstruktur:**
 - Mind. x h/Tag geführt
 - 24/7 betreut



d) Unterbringungsstandards für begleitete Minderjährige (1)

Unterbringung von **begleiteten** Minderjährigen im
Familientrakt zusammen mit anderen erwachsenen
Familienmitgliedern



d) Unterbringungsstandards für UMA 15 – 17 (2)

- Getrennt von Erwachsenen
 - **Ausnahme:** Aufgrund der Belegungssituation können weibliche UMA zusammen mit alleinstehenden erwachsenen Frauen untergebracht werden
- Geschlechtergetrennt

d) Unterbringungsstandards für UMA 12 – 14 (3)

- Getrennt von Erwachsenen
 - **Ausnahme:** Aufgrund der Belegungssituation können weibliche UMA zusammen mit alleinstehenden erwachsenen Frauen untergebracht werden
- Geschlechtergetrennt
- **Zusätzlich:** Möglichkeit der Unterbringung in Wohngruppen und Betreuungsgruppen

3. Stand Umsetzung Pilot

- Abteilungsinterne Abstimmung ist erfolgt (Juli 2016)
- Spiegelung Betreuungsdienstleister/betroffene Dritte August/September 2016
- Ausarbeitung Projektbescrieb und allenfalls Ausschreibung Evaluation Frühjahr 2017
- Start Pilot Frühling 2017

**PRISE EN CHARGE DANS LES CANTONS DU TESSIN ET DE BERNE :
EXEMPLES DE BONNES PRATIQUES**

FOYER MNA INSIEME, LUGANO

Federico Bettini, Responsable du Foyer Insieme

Secteur de la Migration

**Centres d'accueil
Foyer pour Mineurs non accompagnés (MNA)**

Paradiso - Canton Tessin

Berne, 10 novembre 2016

Croce Rossa Svizzera
Sezione del Sottoceneri



Centres d'accueil

- Depuis 1987
- Mandat du Canton du Tessin
 - Division de l'action sociale et des familles
- Deux centres
- Cadro (50) et Paradiso (120)
- Adultes, familles et mineurs non accompagnés



Berne, 10 novembre 2016

Croce Rossa Svizzera
Sezione del Sottoceneri



Le Foyer «Insieme»

- Né en 2015
- Projet pilote
- 57 jeunes hommes / 8 jeunes filles
- Dès 11 ans
- Érythrée, Somalie, Afghanistan, Éthiopie, Syrie, Nigeria, Albanie



Berne, 10 novembre 2016

Croce Rossa Svizzera
Sezione del Sottoceneri



Les professionnels

- Responsable, médiateurs culturels, psychologue, personnel socio-éducatif-administratif, cuisinier, infirmier et surveillance
 - *Bénévoles*
- **Curateur = responsabilité juridique**
- Réseau local externe



Berne, 10 novembre 2016

Croce Rossa Svizzera
Sezione del Sottoceneri



Prestations

Prise en charge: socio-éducative et d'assistance

- Education
- *Scolarisation / Formation*
- *Soutien psychologique*
- Santé
- Sport, activités récréatives



Berne, 10 novembre 2016

Croce Rossa Svizzera
Sezione del Sottoceneri



Objectifs

- Respect
- Indépendance
- Intégration
- Bien-être psychosocial



Berne, 10 novembre 2016

Croce Rossa Svizzera
Sezione del Sottoceneri



Défis

- Confiance mutuelle
- Gestion du post-trauma
- Inclusion sociale
- Empowerment: renforcer leurs ressources, en tant qu'outils pour acquérir l'autonomie



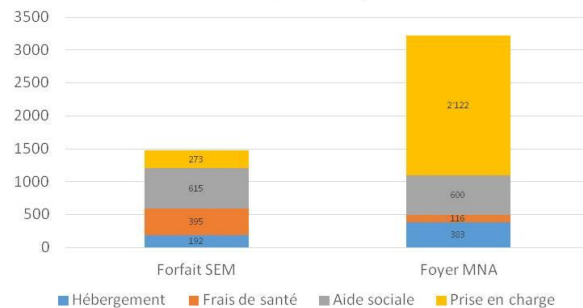
Berne, 10 novembre 2016

Croce Rossa Svizzera
Sezione del Sottoceneri



Chiffres

Comparaison (par mois/personne)
Forfait SEM / coûts Foyer MNA



➔ + 118%

Auxquels s'ajoutent les coûts des structures ordinaires (écoles)
 - Ecole secondaire: CHF 1'365/mois (CHF 16'390/ans)
 - Ecole professionnelle temps partiel: CHF 1'025/mois (CHF 12'300/ans)

Berne, 10 novembre 2016

Croce Rossa Svizzera
Sezione del Sottoceneri



CENTRE BÄREGG, BERNE

Daniela Enzler



KOLLOQUIUM ADEM

Betreuung unbegleiteter Minderjähriger aus dem Asylbereich
im Kanton Bern

Zentrum Bäregg GmbH (ZB)

10. November 2016



Zuständigkeit der ZB

Die ZB ist bedingungslos für die Gewährung der
Asylsozialhilfe und die Unterbringung und Betreuung von
allen dem Kanton Bern zugewiesenen Kindern
zuständig, die ohne Begleitung einer
fürsorgeberechtigten Person in der Schweiz Asyl
beantragt haben.

Auftrag der ZB

Basierend auf dem Leistungsvertrag mit dem Migrationsdienst des Kantons Bern
und dem Konzept „Spezialisierung“

- Kindeswohl sichern
- Bedarfsgerechte Wohn- und Betreuungssettings
- Selbständigkeit und Wohnfähigkeit erreichen
- Gesellschaftliche Anschlussfähigkeit fördern
(Kompetenzentwicklung)

Referenzdokumente:

Leitbild der ZB, Kinderrechtskonvention, Handbuch SSI, Empfehlungen SODK

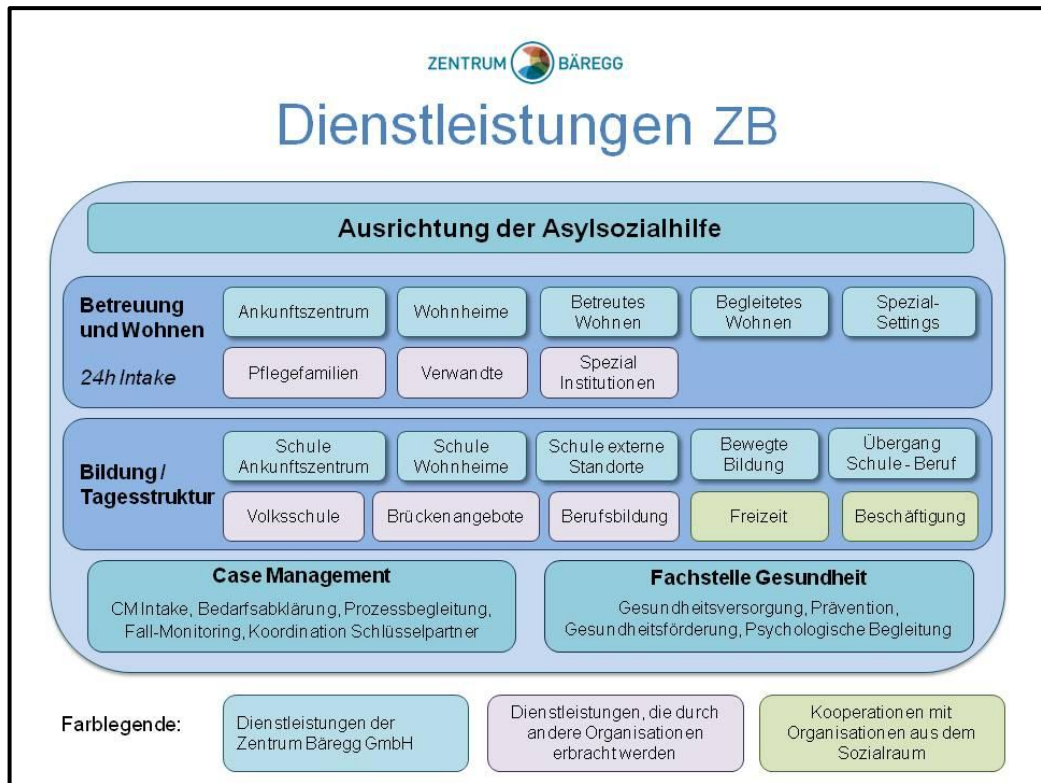
Aktuelle Zahlen der ZB


Stand 01.11.2016

Gesamthaft für 521 Jugendliche zuständig

- Rund die Hälfte lebt innerhalb der ZB Wohnstrukturen
- Rund 50 leben in einer Pflegefamilie
- Rund 30 sind in einer sonderpädagogischen Institution untergebracht

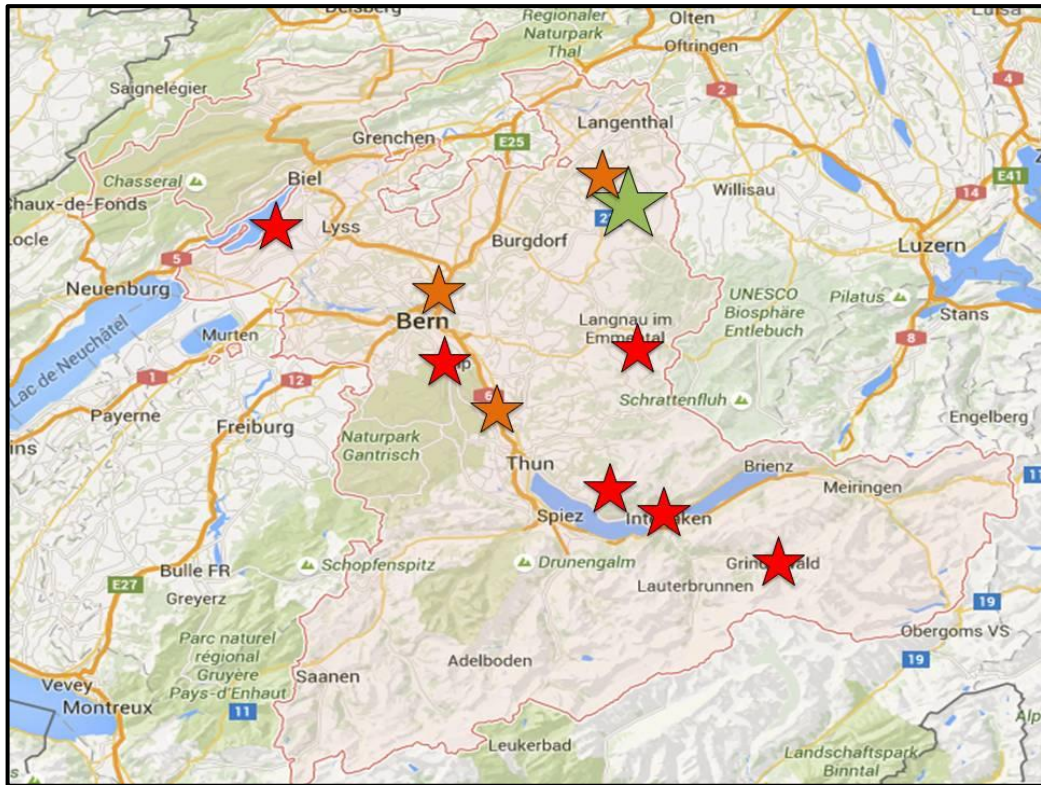
308 Mitarbeitende



ZENTRUM  BÄREGG

Wohnformen Zentrum Bäregg GmbH

Ankunfts- zentrum	Wohnheime	Betreutes Wohnen	Begleitetes Wohnen
Huttwil (100)	Bäregg (50)	Moosseedorf (10)	Moosseedorf
	Belp (40)		Hindelbank
	Unterseen (30)		Lützelflüh
	Grindelwald (50)	Wichtrach (12)	Bärau
	Täuffelen (40)	Leimiswil (11)	Zollikofen
	Beatenberg (40)		Langnau
			Matten
	Bern		
		Urtenen	



Ankunftszentrum in Huttwil

Unterstützung neu zugewiesener Jugendlicher

- Erstversorgung
- Situationserfassung und Bedarfsabklärung
- Orientierung und Kompetenzentwicklung



Kernleistungen des Ankunftsentrums

- Gesundheitsversorgung
- altersgerechte Wohnbetreuung (24h/365 Tage)
- stabilisierende Tagesstrukturen (Bildung und Bewegung)
- Weitervermittlung an geeignete Anschlusslösungen

Wohnheime

Zielgruppe: 14 bis 18 Jahre alt, fähig in offenen Gruppenstrukturen zu leben

Betreuungsschlüssel: 1:12



Ziel: Schaffung eines stabilen Umfeldes mit verbindlichen und altersgerechten Regeln und Tagesstrukturen

Tagesstrukturen

Schulbesuch: Interne Schule, Volksschule, Brückenangebote, Berufslehren

Freizeit und gesellschaftlicher Anschluss:

- Individuelle Gestaltung
- Z.T. geführte Sport- und Freizeitaktivitäten am Wochenende

Essen: gemeinsame Mahlzeiten

Alltagskompetenzen: Beteiligung am Haushalt (Ämtli)

Rückkehrzeiten: Dem Alter und Entwicklungsstand angepasst

Bildung und Beruf

Die ZB ermöglicht allen Kindern in ihren Strukturen den Zugang zu Bildung:

- Erweiterung der Sprachkenntnisse
- Bewegte Bildung (KRAFT-Modell)
- Schulische Grund- und Allgemeinbildung
- Selbstorganisation und Alltagskompetenzen
- Lernstrategien
- Übergang Bildung - Beruf



Case Management

- Konstante Bezugsperson
- Individuelle Prozessbegleitung vom Intake bis zum Austritt
- Sicherstellen der bedarfsgerechten Unterstützung
- Gesundheitliche Abklärung und Begleitung (Fachstelle Gesundheit)
- Kooperation mit Schlüsselpartnern (KESB, RBS, Externe Institutionen zur Unterbringung in Sondersettings, Pflege- und Gastfamilien)

**POSITIONNEMENT SUR LES RECOMMANDATIONS DE LA CDAS :
PANEL D'ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET DE LA SOCIÉTÉ
CIVILE**

UNHCR

Joachim Stern



UNHCR The UN Refugee Agency **unicef**

SAF&SOUND
WELCHE MASSNAHMEN STAATEN ERGREIFEN KÖNNEN,
UM DAS KINDESWOHL VON UNBEGLEITETEN KINDERN IN
EUROPA ZU GEWÄHRLEISTEN

ADEM-Kolloquium

**Harmonisierung der
Betreuung von UMA in
der Schweiz**

10. November 2016, Bern

Joachim Stern
Leiter der Rechtsabteilung
UNHCR Büro für die Schweiz
und Liechtenstein

www.unhcr.ch
stern@unhcr.org



UNHCR
The UN Refugee Agency

Schaubild 1
Von der Theorie zur Praxis: Anwendung des Grundsatzes der vorrangigen Berücksichtigung des Kindeswohls

Prinzip der vorrangigen Berücksichtigung des Kindeswohls
 Artikel 3.1. der UN-Kinderrechtskonvention

Maßnahmen, die alle Kinder oder Gruppen von Kindern betreffen
 Maßnahmen allgemeiner Art, die Informationen für das Kindeswohl-Verfahren für einzelne Kinder liefern und dieses betreffen

Maßnahmen, die einzelne Kinder betreffen
 Maßnahmen zur Identifizierung des Kindeswohls eines unbegleiteten Kindes

Einschätzung des Kindeswohls
 Dies geschieht im Rahmen eines ständigen Prozesses für alle Maßnahmen, die einzelne unbegleitete Kinder betreffen, zum Beispiel sichere Unterbringung und Versorgung, Alterskürzelung sofern notwendig, Suche nach Familienangehörigen, angemessene gesundheitliche Versorgung und Bildungsangebote

Einschätzung des Kindeswohls - Verfahrensgarantien
 Beispiele:
 • Bereitstellung eines Vertreters/Vormunds
 • rechtliche Beratung/Vertretung
 • Zugang zu Beschwerde-mechanismen
 • Dolmetscherdienste
 • Kindgerechte Befragungen, um zu gewährleisten, dass das Kindeswohl vorrangig erwogen wird
 • Beteiligung des Kindes

Bestimmung des Kindeswohls
 Dies ist ein formales Verfahren für die Bestimmung einer dauerhaften Lösung für das einzelne unbegleitete Kind. Entsprechend seiner Bedürfnisse bezüglich Versorgung, Betreuung und Schutz wird eine Empfehlung ausgesprochen, z.B. in Hinblick auf die Integration in denjenigen Aufnahmeort, eine Lösung in einem Drittstaat oder eine Rückkehr in das Herkunftsland oder an den gewöhnlichen Aufenthaltsort

Bestimmung des Kindeswohls, zusätzliche Verfahrensgarantien
 Beispiele:
 • Schriftlich begründete Empfehlungen
 • Zusammenfassen wichtiger Daten zum Kind in einer Fallakte
 • Multidisziplinärer Ansatz
 • Unabhängige Entscheidungsfürsorge und Möglichkeit des Widerspruchs über Klage

Recht
Politik
Verfahren
Ressourcenzuweisung

Massnahmen, die Gruppen von Kindern betreffen
 - Recht, Politik, Verfahren, Ressourcen

Massnahmen, die einzelne Kinder betreffen
 - **Kindeswohleinschätzung**
Best Interest Assessment – BIA
 - Ständiger Prozess für alle Massnahmen
 - **Kindeswohlbestimmung**
Best Interest Determination – BID
 - Formales Verfahren für Bestimmung einer dauerhaften Lösung – höheres Schutzniveau und ausführliche Verfahren

Schaubild 2
Von der Ankunft bis zu einer dauerhaften Lösung: Anwendung des Grundsatzes der vorrangigen Berücksichtigung des Kindeswohls

Ankunft/ Auffinden
 Zugang zum Hoheitsgebiet und (vorläufige) Identifizierung

Registrierung und Dokumentation, umgehende Weiterverweisung an nationale Kinderschutzdienste

Verfahrensplanung
 Entscheidungen über geeignetes Asyl-/Einwanderungsverfahren und andere Maßnahmen einschließlich Einschätzung der Bedürfnisse und Bereitstellung von Diensten im Interesse des Kindeswohls

Antrag auf internationalen Schutz oder andere Schutzformen (oder einheitliches Verfahren) / **Kein Antrag auf internationalen Schutz**

Mögliches Ergebnis
 Internationaler Schutz gewährt / Aufenthalts-erlaubnis aus anderen Gründen erteilt / Keine Erteilung einer Aufenthalts-erlaubnis

Dauerhafte Lösung
 Weitere Begleitung und Monitoring
 Lokale Integration / Rückkehr und Wiedereingliederung / Lösung in einem Drittstaat

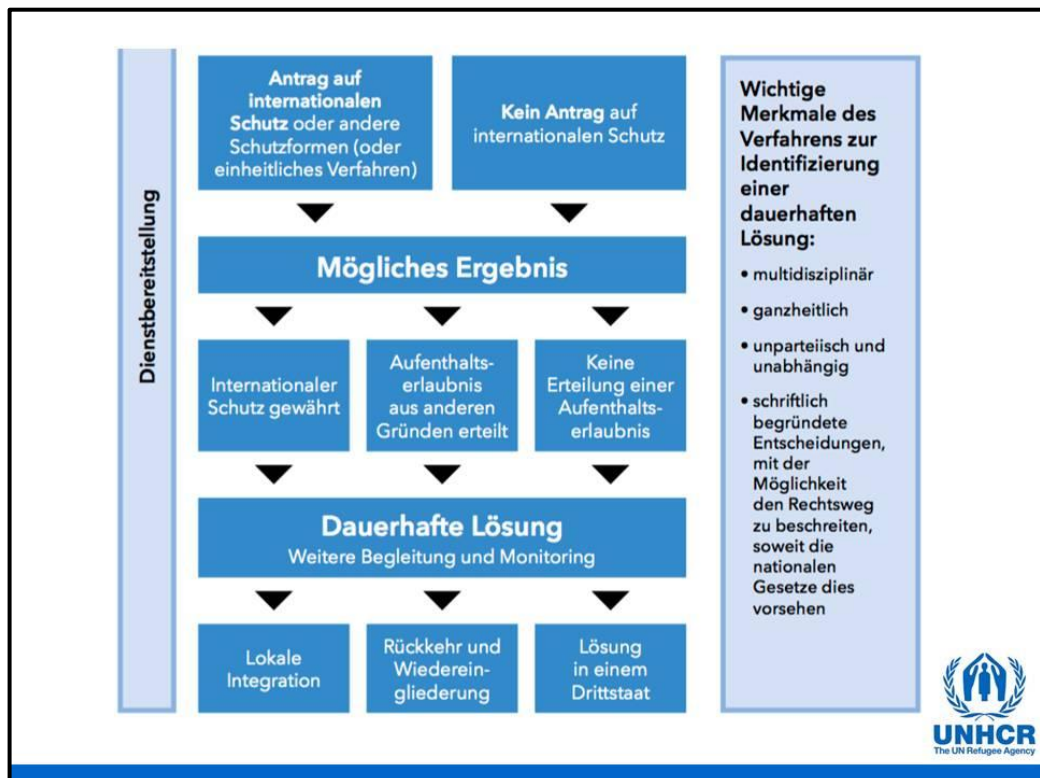
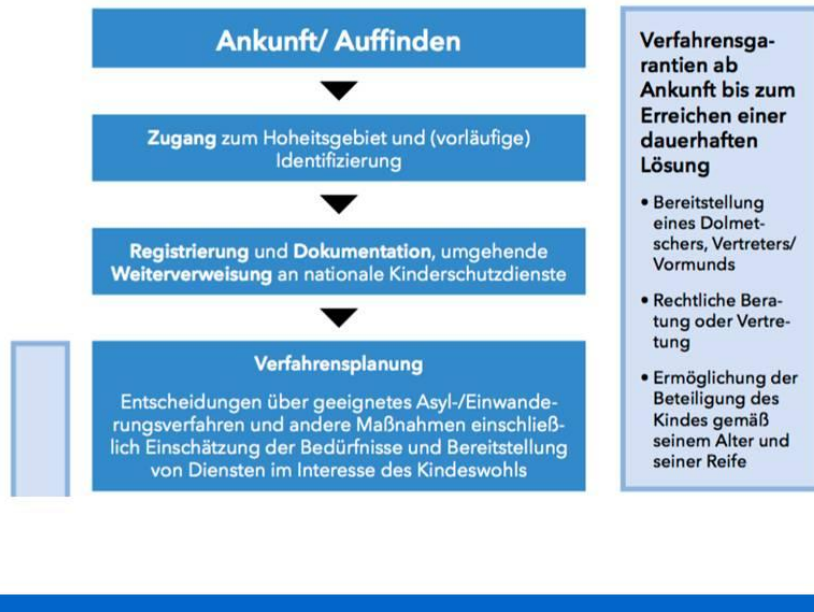
Verfahrensgarantien ab Ankunft bis zum Erreichen einer dauerhaften Lösung
 • Bereitstellung eines Dolmetschers, Vertreters/Vormunds
 • Rechtliche Beratung oder Vertretung
 • Ermöglichung der Beteiligung des Kindes gemäß seinem Alter und seiner Reife

Wichtige Merkmale des Verfahrens zur Identifizierung einer dauerhaften Lösung:
 • multidisziplinär
 • ganzheitlich
 • unparteiisch und unabhängig
 • schriftlich begründete Entscheidungen, mit der Möglichkeit den Rechtsweg zu beschreiten, soweit die nationalen Gesetze dies vorsehen

Strukturierung und Handlungsanleitung für typische Abläufe bei unbegleiteten Kindern im Asyl- und Migrationskontext
 • Einzelne Verfahrensschritte
 • von Ankunft
 • bis dauerhafter Lösung
 • Verfahrensgarantien

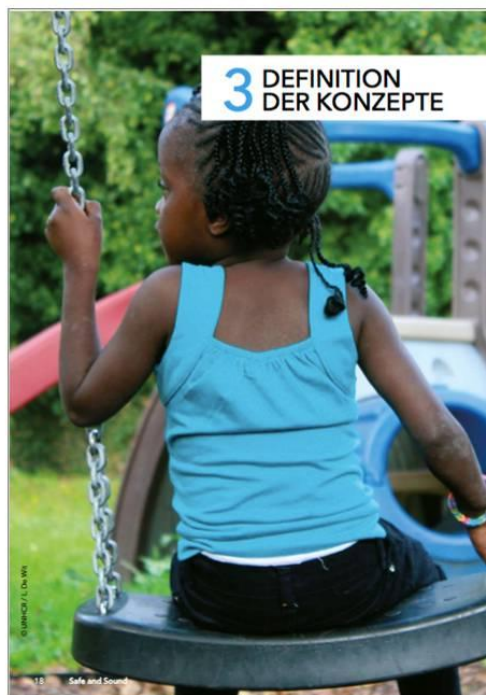
Schaubild 2

Von der Ankunft bis zu einer dauerhaften Lösung: Anwendung des Grundsatzes der vorrangigen Berücksichtigung des Kindeswohls



Praktische, konkrete Anleitungen

Textbox 1: Verfahrensgarantien	21
Textbox 2: Inhaftierung.....	26
Textbox 3: Akteure, mit denen das Kind Kontakt hat.....	27
Textbox 4: Gewährleistung der vorrangigen Berücksichtigung des Kindeswohls bei großen Migrationsbewegungen.....	28
Textbox 5: Vertrauen herstellen	30
Textbox 6: Beteiligung des Kindes	31
Textbox 7: Suche nach Familienangehörigen	32
Textbox 8: Alterseinschätzung.....	34
Textbox 9: Ein ganzheitlicher Ansatz	35
Textbox 10: Informationssammlung	38
Textbox 11: Vertraulichkeit und gemeinsame Datennutzung.....	39
Textbox 12: Für das Kindeswohl maßgebliche Faktoren	42
Textbox 13: Abwägung der für das Kindeswohl maßgeblichen Faktoren	43
Textbox 14: Abwägung des Kindeswohls mit anderen Interessen.....	44
Textbox 15: Mindestgarantien für die Rückkehr	48
Textbox 16: Erreichen der Volljährigkeit.....	50



Schwerpunktforderungen in der Schweiz

- Qualitative Mindeststandards in Betreuung und Unterbringung
 - Verabschiedung
 - Implementierung
 - Controlling
- Systematische Kindeswohleinschätzung
- Systematische Kindeswohlbestimmung
- Familienzusammenführung
 - primäre
 - „umgekehrte“



OSAR

Tobias Heiniger

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) aide les personnes qui cherchent en Suisse une protection contre la persécution, la guerre et la violence. Parmi ses activités, l'OSAR offre des consultations juridiques et analyses-pays, organise des formations continues, effectue un travail d'information auprès du public et participe au processus législatif dans son domaine d'action par des prises de positions et des recommandations.

En 2016, l'OSAR a rejoint l'ADEM. L'OSAR s'engage depuis de nombreuses années pour la défense des personnes vulnérables. Le respect des droits de l'enfant, plus spécifiquement de ceux des mineurs non accompagnés dans le domaine de l'asile, est une préoccupation centrale doublée d'un défi quotidien pour les expert-e-s de l'OSAR. L'OSAR contribue à la mise en œuvre des recommandations de la CDAS par son engagement dans différents domaines, notamment à travers la question de la détermination de l'âge, de la détention administrative, ainsi que de la représentation légale. **A ce titre, le 6 avril 2017, l'OSAR organise une journée d'échange dont le but est de mettre en réseau les curateurs/curatrices, tuteurs/tutrices et personnes de confiance.**

CSAJ

Martino Guzzardo

Speak out! MNA



Projektpräsentation ADEM, 10.11.2016

Georgiana Ursprung, Projektleiterin Speak out! | SAJV • CSAJ | www.sajv.ch



- Partizipationsprojekt für MNA der Schweizerischen Arbeitsgemeinschaft der Jugendverbände (SAJV)
- Gefäss für den Austausch der MNA untereinander, Organ für die politische Bildung sowie Sprachrohr für die Anliegen dieser Jugendlichen gegenüber der Öffentlichkeit und den relevanten EntscheidungsträgerInnen und Behörden
- Speak out! gibt's seit 2009, seit 2016 mit einer Gruppe Ostschweiz und einer Gruppe Westschweiz.
- 6 – 8 Aktivitäten pro Jahr zu Themen, die für die MNA aktuell und/ oder politisch aktuell sind.
- Mischung aus inhaltlichen und rekreativen Programmpunkten, begleitet von soziokulturellen Animierenden.
- Pro Jahr ca. 80 teilnehmende MNA

Georgiana Ursprung, Projektleiterin Speak out! | SAJV • CSAJ | www.sajv.ch



Aktueller Advocacy-Prozess

Winter 2014: MNA-Charta mit den Anliegen der MNA bei Speak out!

Frühling 2015: Austausch mit den MNA, dem SEM und der SODK zur MNA-Charta

Herbst 2016: Austausch mit den MNA und der SODK zu den MNA-Empfehlungen

Plan 2017: Austausch der MNA mit den Kantonen zu den MNA-Empfehlungen

Georgiana Ursprung, Projektleiterin Speak out! | SAJV • CSAJ | www.sajv.ch



SAVE THE CHILDREN

Karin Frei Sawaneh

Kinderfreundliche Räume in Schweizer Asylunterkünften

Karin Frei Sawaneh, Senior Mitarbeiterin Nationale Programme,
karin.frei@savethechildren.ch



Asylsuchende Kinder in der Schweiz

Asylgesuche von Kindern – begleitet und unbegleitet:

- 2015: über **11 000 Gesuche von Kindern** ⇒ **28%** aller Gesuche.
- Januar – Juni 2016: **4 434 Gesuche von Kindern** ⇒ **31%** aller Gesuche.
- **44%** der asylsuchenden Kinder sind **unter 5 Jahre alt** (2015 und 2016).
- Die meisten Kinder stammen aus den **Krisengebieten** Eritrea, Afghanistan, Syrien, Irak und Somalia.

(Statistiken und Zahlen: Staatssekretariat für Migration)

Auch begleitete Kinder auf der Flucht sind besonders verletzlich:

- Eltern sind häufig belastet durch die Fluchterfahrung, Verlust, das unbekannte Umfeld, fehlende Zukunftsperspektiven, Ungewissheit, Ohnmachtsgefühl, körperliche und seelische Krankheit, Angst, Trauer.
- Dies alles hat einen Einfluss auf die Eltern-Kind-Beziehung und Erziehungskompetenz.



13.12.2016

2

Save the Childrens Einsatz für Kinder auf der Flucht

- Mit der Zunahme der Migrationsbewegungen über den Balkan und das Mittelmeer **verstärkter Einsatz von Save the Children für Kinder auf der Flucht in Europa.**
- Umsetzung des Programms der *Kinderfreundlichen Räume* in Flüchtlingscamps, Empfangszentren und Grossunterkünften:
 - **International erprobtes und anerkanntes Programm** zur Unterstützung der Bewältigungsmechanismen und zum Schutz von Kindern in Notsituationen.
 - Angebot von **altersgerechten, betreuten Spielaktivitäten und Rückzugsmöglichkeiten** an einem geschützten Ort für begleitete und unbegleitete Flüchtlingskinder.
 - Betreuung der Mädchen und Jungen und deren Eltern durch qualifiziertes, **im Bereich Kinderschutz und auf Bedürfnisse verletzlicher und schutzbedürftiger Kinder** geschultes Personal.



Save the Children

13.12.2016

3

Kinderfreundliche Räume in Schweizer Asylunterkünften

- **Der UN-Kinderrechtsausschuss empfiehlt der Schweiz** (Empfehlung Nr. 69, 2015):

«...landesweit Mindeststandards für Aufnahmebedingungen, Integrationsunterstützung und Fürsorge für Asylsuchende und Flüchtlinge, insbesondere Kinder, einzuführen und dafür zu sorgen, dass alle Empfangs- und Betreuungszentren kinderfreundlich sind und den geltenden UN-Normen entsprechen.»
- **Kinderfreundliche Räume in Schweizer Asylunterkünften**
 - Bieten Unterstützung und Schutz für asylsuchende Kinder.
 - Erlauben den Kindern, Erlebtes spielerisch oder kreativ zu verarbeiten, sich zu erholen und «einfach Kind zu sein».
 - Stärken und fördern die eigenen Ressourcen der Kinder, unabhängig davon, ob sie ihre Zukunft in der Schweiz, in einem Dritt- oder im Herkunftsland verbringen.
 - Sind daher zentral in Erstaufnahmeeinrichtungen und in stark belegten Grossunterkünften.
 - Sind Vorbereitung zum Einstieg in Kindergarten oder Schule durch ein Angebot an regelmässigen, strukturierten und betreuten Tätigkeiten.
 - Bieten auch Kindern im Vorschulalter einen sicheren Ort zum Verweilen und Spielen.
 - Entlasten Eltern und stärken mit einem Angebot, das Eltern miteinbezieht, die Eltern-Kind-Beziehung und die Erziehungskompetenz der Eltern.



Save the Children

13.12.2016

4

Pilotbetrieb Programm *Kinderfreundliche Räume*

- *Kinderfreundlicher Raum* in kommunalem Übergangszentrum Halle 9 in Zürich-Oerlikon in Zusammenarbeit mit Asyl-Organisation Zürich (AOZ).
- *Kinderfreundlicher Raum* im **Empfangs- und Verfahrenszentrum Kreuzlingen**:
 - In Zusammenarbeit mit Staatssekretariat für Migration und AOZ.
 - Unterstützung und Ergänzung der Arbeit der AOZ im EVZ Kreuzlingen hinsichtlich Betreuungs- und Beschäftigungsangeboten für Kinder und deren Eltern.
 - Übergabe der Leitung des Programms bei Beendigung des Pilotbetriebs an AOZ.
 - Sicherstellung des Wissenstransfers: Schulung der AOZ-Mitarbeitenden im Umgang mit verletzlichen Kindern, Kinderschutz, psychosozialer Unterstützung.
 - Betreuung der Kinder durch qualifiziertes Personal von Save the Children und AOZ gemeinsam: Täglich betreuen 3-4 KinderbetreuerInnen bis zu 30 Kinder.
- Ziel bis 2018: Errichtung und Betrieb von bis zu fünf *Kinderfreundlichen Räumen* mit einer laufenden Analyse der Resultate.

Vision

- Entwicklung von **Empfehlungen und Standards** zur Unterstützung und zum Schutz von begleiteten und unbegleiteten asylsuchenden Kindern in der Schweiz.
- **Sensibilisierung von Behörden und Öffentlichkeit** zu den besonderen Schutzbedürfnissen von asylsuchenden Kindern.
- **Förderung der Handlungskompetenzen** von Personen, die Umgang mit asylsuchenden Kindern haben durch Anbieten von Schulungen in den Bereichen Kinderschutz und psychosozialer Unterstützung von Kindern.
- Standards zur Betreuung und zum Schutz von asylsuchenden Kindern werden in **Richtlinien zum Betrieb von Asylunterkünften aufgenommen**.

TIPITI

Thomas Elber

Pflegefamilien für unbegleitete minderjährige Asylsuchende



Verein tipiti

Angebote:

- Familienangebote – wo Kinder und Jugendliche leben
- Förderangebote – wo Kinder und Jugendliche lernen
- Wohnen und Begleiten – wo Jugendliche auf ihrem Weg Begleitung finden
- Bildung – wo Kompetenzen weiter gehen
- Betreuung für MNA – wo MNA Sicherheit und Perspektiven finden

Pflegefamilien

SODK Empfehlungen

6.3 UNTERBRINGUNG IN PFLEGEFAMILIEN

- Die Unterbringung in Pflegefamilien erlaubt eine individuelle, enge Betreuung so wie einen strukturierten Tagesablauf im Familienrahmen.
- Diese Unterbringungsform kann – je nach Nationalität und Kultur der Pflegefamilie – die soziale und kulturelle Integration sowie den Spracherwerb oder aber den Erhalt der Herkunftskultur und -sprache erleichtern.
- Kinder und Jugendliche unter 12 Jahren, welche nicht bei Verwandten oder in besonderen Institutionen leben, sollen in Pflegefamilien untergebracht werden.
- Nach Möglichkeit ist diese Altersgrenze von 12 auf 14 Jahre anzuheben. Diese Unterbringungsform kann sich jedoch auch für ältere Kinder und Jugendliche als die geeignetste Lösung erweisen und soll deshalb bei vorhandenem Angebot geprüft werden.
- Die Pflegefamilien sind vorgängig sorgfältig auszusuchen, auf ihre Aufgaben vorzubereiten und während der ganzen Aufnahme professionell zu begleiten.

SODK Empfehlungen

- *‘Kinder und Jugendliche unter 12 Jahren’.*
- *‘Nach Möglichkeit ist diese Altersgrenze von 12 auf 14 Jahre anzuheben’.*
- *‘...auch für ältere Kinder und Jugendlichesoll Pflegefamilienplatzierung geprüft werden.’*

- **individuelle Abklärungen**
- **die Bedürfnisse der Kinder ins Zentrum stellen**
- **die für diese Kinder/Jugendlichen geeignete Familie suchen**

Zwei Beispiele

- Abraham, Eritrea 13 Jahre alt
 - Sehr offen, lernbegierig, anhänglich, hat mit allen guten Kontakt
 - Wünscht sich aktiv die Platzierung bei einer Familie
 - Spricht etwas italienisch, macht schnelle Fortschritte im D-Unterricht
 - Pflegefamilie gesucht und gefunden
- Mesgana, Eritrea, 14 Jahre alt
 - Verschlussen, sehr misstrauisch, schliesst sich eng an seine Kollegen aus Eritrea an
 - taut nach 5 Monaten langsam auf, wird offener
 - Braucht für die Kommunikation (noch) seine Kollegen aus Eritrea
 - vorläufig keine Platzierung in Pflegefamilie

SODK Empfehlungen zu Pflegefamilien

- *‘Die Pflegefamilien sind vorgängig sorgfältig auszusuchen, auf ihre Aufgaben vorzubereiten und während der ganzen Aufnahme professionell zu begleiten’*

→ **begleiten, bilden, vernetzen**

- Wir sprechen Menschen an, die sich ganzheitlich für Pflegekinder einsetzen und mit ihnen als echte Familiengemeinschaft zusammenleben.
- Ein interdisziplinäres Fachteam unterstützt die Familien und die Kinder und begleitet sie aktiv.
- Die Familien und die Mitarbeiterinnen des Kompetenzzentrums bleiben für die Kinder auch nach Austritt aus der Pflegefamilie Bezugspersonen.

Das Netzwerk

Es braucht ein ganzes Dorf, um ein Kind gross zu ziehen.


Afrikanisches Sprichwort


CROIX-ROUGE SUISSE

Anna Fadini


**Le Service de recherches de la CRS
collabore avec 189 Sociétés Nationales et avec le CICR**


Restoring Family Links Network
Réseau de Rétablissement des liens familiaux







Cooperation with
189 National Societies & the ICRC











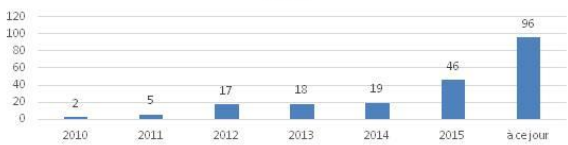
Croix-Rouge suisse
Schweizerisches Rotes Kreuz
Croce Rossa Svizzera



Les enjeux actuels




Nombre de demandes de recherche de MNA vivant en Suisse




Année	Nombre de demandes
2010	2
2011	5
2012	17
2013	18
2014	19
2015	46
à ce jour	96


Nationalités des MNA



Nationalité	Pourcentage
Afghanistan	65.00%
Somalie	15.00%
Erythrée	10.00%
Ethiopie	7.00%
Autres	3.00%



Croix-Rouge suisse
Schweizerisches Rotes Kreuz
Croce Rossa Svizzera



www.tracetheface.org





 www.familylinks.icrc.org/europe 

Comment ça marche?

1. Consultation du site «Trace The Face» par le MNA → Accès régulier à Internet
2. Grille de première analyse remplie par la-le représentant-e légal-e
3. Organisation d'un entretien individuel dans nos bureaux à Berne, avec l'aide d'un-e interprète
4. Soumission pour signature des différents formulaires à la/au représentant-e légal-e
5. Lancement des recherches par la CRS

Informations nécessaires pour l'analyse préalable des nouvelles demandes de recherche

Nom et Prénom du demandeur / de la demandeuse	
Date de naissance	
Pays d'origine	
Nationalité	
Adresse actuelle	
Numéro de téléphone	
Langue parlée	
Nécessité d'un interprète ?	[Oui] [Non]
Coordonnées du Tuteur/ de la Tutrice (Tél./Email)	
Nom et Prénom de la personne recherchée	
Date de naissance	
Pays d'origine	
Nationalité	
Lien de parenté (la personne recherchée est ma/mon...)	
Raison de la perte de contact (Pourquoi n'avez-vous plus de contacts avec la personne recherchée ?)	
Pays de recherche (Dans quel pays faut-il mener les recherches ?)	
Date approximative du dernier contact	

RESTITUTION DES ATELIERS

Atelier 1 : Représentation légale

Lauren Barras, juriste, Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)

L'atelier sur la représentation légale a permis de dresser la situation dans trois cantons, à savoir Valais, Berne et le centre test de Zürich.

Situation dans le canton de Berne

L'accueil et la prise en charge des MNAs ainsi que l'accès à l'école sont très bien organisés. La représentation juridique s'organise avec le centre Bäregg responsable de la prise en charge des MNAs. Toutefois, dans le canton de Berne, seuls 4 curateurs sont responsables des MNAs de tout le canton (environ 110), ce qui n'est pas suffisant pour une prise en charge optimale.

Situation dans le canton du Valais

En Valais, Mme Jacquemettaz, présidente du « Centre suisse des immigrés » est à la fois la personne en charge du conseil juridique et la personne de confiance de tous les MNAs du canton (environ 120). Elle intervient pendant la période de transition avant la nomination d'un curateur/tuteur. Son indépendance est utile face aux autorités. Mme Jacquemettaz a partagé de très bonnes expériences avec une permanence ouverte aux jeunes qui peuvent partager leurs soucis et réflexions.

Centre test de Zürich

La discussion s'est orientée sur les nouvelles procédures mises en place dans les centres test, ce qui a soulevé deux questions principales : est-ce que la personne de confiance et le représentant juridique doivent être liés selon le modèle actuel (union personnelle) ? Est-ce que les demandes des jeunes devraient être traitées dans les procédures accélérées ou dans des procédures plus approfondies ?

Quelques conclusions

- La coordination et la communication entre les différents acteurs doivent être améliorées
- La nomination d'une personne de confiance pendant la période de transition permet de faire le lien avec le curateur/tuteur
- Il est essentiel de préparer les MNAs aux auditions.

Ces exemples mettent en évidence les pratiques cantonales qui ne sont pas harmonisées.

Atelier 2 : Hébergement

Federico Bettini, responsable Foyer Insieme, Croix-rouge tessinoise

Dans cet atelier, la prise en charge par le Tessin (foyer Insieme) a été présentée et a servi de base de discussion.

Quelques conclusions tirées de la discussion :

- la nécessité de collaboration entre les différents acteurs (école, services sociaux, services de santé)
- l'expérience positive de bénévoles formés par la Croix-Rouge puis intégrés dans l'équipe du foyer (les bénévoles reçoivent le même message que l'équipe éducative)
- il y a des différences criantes dans la prise en charge entre les cantons, mais aussi entre les centres fédéraux. Ces différences se traduisent par la qualité de la prise en charge, les ressources à disposition (notamment le personnel), la qualification du personnel et l'approche socio-éducative. Elles sont dues à une absence de standardisation en Suisse et un manque de volonté politique d'améliorer la situation.

Il est important de repenser la répartition de la présence des éducateurs pendant la journée (et ne pas concentrer l'aide pendant un moment précis et singulier) et d'assurer une prise en charge suffisante.

Les difficultés au quotidien sont liées à la communication, à la culture, et aussi au nombre des intervenants sociaux qui sont disponibles pour le travail en foyer. Il y a par exemple un grand besoin de médiateurs culturels, afin que la prise en charge psychologique puisse être efficace. Il est nécessaire d'instaurer un rapport de confiance avec les jeunes.

La dimension du foyer est essentielle pour garantir une bonne prise en charge. Le maximum devrait être 20-25 jeunes par foyer. Mais les ressources financières posent problème.

Les moments de partage entre les professionnels sont à privilégier, de même que le partage de bonnes pratiques éducatives.

Les recommandations de la CDAS permettent de donner un cadre et il est essentiel de travailler en commun pour les mettre en œuvre.

Atelier 3 : Focus sur les solutions durables

Patricia Koch et Elodie Antony, chargées de projet, Fondation suisse du Service Social International (SSI)

A titre des solutions durables, trois options sont retenues :

- Intégration dans le pays d'accueil (Suisse)
- Retour dans le pays d'origine
- Intégration dans un Etat tiers (si de la famille du jeune réside dans un état tiers).

Dans tous les cas, la situation doit être analysée et évaluée. La solution durable la plus appropriée est celle qui prend le mieux en compte l'intérêt supérieur de l'enfant. Par exemple, en cas de retour dans le pays d'origine, il est essentiel de procéder à une évaluation dans le pays d'origine : évaluation du contexte politique, de la situation du jeune, des perspectives d'avenir. Il est aussi très important d'évaluer la situation actuelle du jeune dans le pays d'accueil.

Au cours de la discussion, le groupe a abordé une question essentielle : « Quels sont les éléments clefs qui permettent l'identification de perspectives pour le futur du jeune ? » et ont apporté certaines réponses :

- la présence d'une personne de confiance stable intervenant dans tous les domaines de la vie du jeune (éducation, santé). Elle doit être une sorte de fil rouge lors de la prise en charge du jeune.
- un permis de résidence sûr et stable : L'insécurité par rapport au statut peut vraiment freiner la motivation du jeune (du fait de l'incertitude ou de décisions négatives). Il faut s'assurer que le jeune a une compréhension complète de sa situation (admission temporaire, décision négative, passage à la majorité...).
- la continuité de l'éducation et de l'occupation de la vie quotidienne. Il est important de ne pas avoir de manque ou de temps vide dans le quotidien du jeune et que l'accès à différentes occupations soit possible.
- la prise en compte de la santé psychologique du jeune. Il s'agit d'une condition très importante pour assurer la continuité de la prise en charge et pour le bon développement personnel du jeune.

D'autres questions, telles que « Où les professionnels voient-ils les possibilités ou les limites dans la construction des perspectives de futur avec les mineurs non accompagnés ? » ou « Comment les professionnels peuvent élargir leur marge de manœuvre pour trouver des solutions durables ? » ont été discutées.

Atelier 4 : Participation des jeunes

Martino Guzzardo, animateur projet Speak out !, Conseil suisse des activités de jeunesse (CSAJ)

Le groupe a fait un jeu introductif pour définir des questions sur la participation des jeunes : sous quelles modalités ? Avec quels objectifs ?

Se basant sur l'échelle de la participation selon de Roger Hart, le groupe a défini le niveau de participation souhaité. Le premier niveau et le deuxième (participation au niveau politique) ne sont pas suffisants. L'idéal serait d'aller au-delà d'une participation limitée des jeunes et de rechercher la participation active des jeunes, qui leur permette d'exprimer leurs idées de manière indépendante.

Conditions nécessaire pour offrir un cadre permettant la participation indépendant des jeunes :

- créer un espace sûr où les jeunes se sentent en confiance et où ils peuvent développer des compétences et développer leur esprit critique (critique constructive)
- s'assurer que leurs besoins primaires sont satisfaits et que des relations de confiance sont possibles avec d'autres jeunes qui souhaitent s'exprimer
- offrir de l'espace et du temps. Il faudrait créer un environnement qui pourrait encourager et faciliter la possibilité d'expression du jeune ainsi que sa créativité.
- informer les jeunes sur leurs droits

Quelques conclusions

Les marges de manœuvre des professionnels sont très différentes d'un canton à l'autre. Toutefois, même si les professionnels sont limités, la participation des jeunes doit être valorisée, car elle aide le jeune à se (re)construire.

Un exemple : projet speak-out : les jeunes ayant participé ont eu envie d'aller d'eux-mêmes dans les centres pour partager leurs expériences. Il y a donc une spirale positive qui ressort du travail participatif.

CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

Paola Riva Gapany, Directrice, IDE

Aline Sermet, Collaboratrice scientifique, IDE

Il est nécessaire de rappeler le cadre de la CDE qui a été ratifiée en 1997. L'année prochaine nous fêterons les 20 ans de la ratification de la CDE par la Suisse. Il y a lieu de rappeler aussi la recommandation n° 69 adressée à la Suisse par le Comité des droits de l'enfant (Observations finales du Comité des droits de l'enfant concernant les deuxième à quatrième rapports périodiques de la Suisse). Ces recommandations ont été prises en considération tout au long de cette journée, notamment l'article 3 de la CDE concernant l'intérêt supérieur de l'enfant.

Aujourd'hui nous avons parlé des MNAs, mais les recommandations concernent les MNAs, les enfants accompagnés, mais aussi les migrants sans papiers. Nous précisons que nous avons insisté sur l'enfant avant le migrant, ce qui est en adéquation complète avec la CDE et les recommandations qui en découlent.

Comme l'a souligné le Comité des droits de l'enfant, la Suisse fait face à quelques difficultés, notamment l'harmonisation de la prise en charge, ce qui a été relevé tout au long de la journée, mais aussi la coordination.

La CDE est connue sous les 4 P : Protection, Promotion, Prestation, Participation.

Si nous appliquons ces 4 piliers, nous constatons qu'en termes de protection, le système est encore lacunaire pour la prise en charge des mineurs non accompagnés. Cependant des tentatives importantes et pertinentes se dégagent, notamment par le fait de confier la protection des MNAs aux services de protection de l'enfant. A titre de protection, la personne de confiance est tout à fait indispensable, surtout pour la communication. Celle-ci devrait être désignée dès que le jeune a été identifié, mais nous voyons que la pratique diffère malheureusement de canton en canton.

En matière de prestation, de nombreux outils existent en matière de prise en charge des MNAs. Il faut les faire connaître et se les approprier. Le « case management » a été souligné afin d'apporter les prestations les plus adéquates au jeune. Il a aussi été relevé la nécessité de tenir compte de la santé mentale, afin d'apporter le soutien le plus approprié au jeune en question. Il y a aussi la question de l'éducation pour permettre au jeune de se projeter et d'avoir des perspectives d'intégration autant en Suisse que dans son pays d'origine. Enfin, la question de l'hébergement : il faut une offre large des mesures d'accueil et de prise en charge afin que le jeune puisse avoir de la continuité et de la stabilité (ex : familles d'accueil). La douloureuse question financière a été soulevée : nous sommes conscients que ces solutions doivent être trouvées dans un contexte de finances limitées.

En ce qui concerne la participation, le projet « speak out » est à relever. Le défi maintenant est de savoir comment apporter la voix des jeunes dans tous les cantons. Faudrait-il un « speak out » au niveau cantonal ou communal ? En effet, il est important d'entendre la voix du jeune à tous les niveaux !

Enfin, la promotion : à ce titre, nous avons peu parlé des médias, alors que leur rôle est essentiel pour changer l'image des enfants migrants ainsi que pour le plaidoyer.

Le dernier point de cette synthèse : nous soulignons et nous nous réjouissons de la richesse de la collaboration et de l'échange de cette journée. Il y a tout un travail interdisciplinaire qui est tout à fait essentiel pour apporter la meilleure des assistances aux Mineurs non accompagnés.

Après la synthèse de la journée, il est temps de parler de l'avenir. En effet, nous disposons dorénavant des recommandations de la CDAS, lesquelles sont non contraignantes, et nous avons le cadre légal au niveau international. Le cadre est posé, c'est donc maintenant que le travail commence et nous avons des défis qui nous attendent.

L'ADEM s'engage à faire respecter les recommandations de la CDAS et celles découlant de la CDE. Notre but est vraiment de suivre ces recommandations.

L'ADEM s'engage aussi à contribuer à la promotion et la mise en œuvre de ces recommandations, notamment par l'organisation de journée telles que celle-ci, par le mapping des ressources et l'identification des bonnes pratiques. L'ADEM va donc rester active et reste ouverte au dialogue.

L'année prochaine sera les 20 ans de la ratification par la Suisse de la CDE. L'objectif de l'ADEM est de faire un bilan et d'approfondir certaines thématiques. Nous vous garantissons l'organisation d'un colloque national en novembre 2017 !